

WARAA

Les Vainqueurs

Projet de développement rural
de la plaine de Djagblé P7

340 hectares à transformer en
rizière à partir de Novembre 2016



Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 17 Février 2015 N° 059 - Prix 250 F CFA

Pour une meilleure couverture
médiatique de la présidentielle de 2015 P4

La HAAC convie des professionnels des médias
à un séminaire de formation ce matin à Tsévié

Prestation de serment des nouveaux
représentants à la CENI P3

UNIR positionne ses hommes
mis en veilleuse

Participation de Jean-Pierre Fabre à la
présidentielle de 2015 avec ou sans les réformes

L'inconstance d'un homme politique qui
tourne ses militants en bourrique depuis des années P3

Rapport "heritage foundation" 2015 P2

Le Togo marque des points et occupe
le 6^{ème} rang des tops 10 pays africains

CENI : Démission inattendue
des représentants de UNIR P3



Y' a-t-il de soucis au sein
du parti présidentiel ?

Présidentielle de 2015



UNIR en convention le 25 février
pour désigner le candidat du parti
Renforcement de la coopération entre Lomé et Bangkok



Robert Dussey était en
visite au Thaïlande P4

Rapport "heritage foundation" 2015

Le Togo marque des points et occupe le 6^{ème} rang des tops 10 pays africains

C'est indiscutable, le TOGO a fait d'énormes efforts dans beaucoup de domaines ces dernières années. Dans le domaine économique par exemple, la facilitation dans la création des entreprises et l'amélioration du climat des affaires ont permis la relance de l'économie nationale.

Selon le rapport de la 21^e édition de l'Index of Economic Freedom, le Togo a progressé de 14 places (152^{ème} à 138^{ème}) et se classe parmi les six des tops 10 pays réformateurs (ou pays ayant enregistré de grandes progres-

sions) dans le monde en 2015 en matière de liberté économique.

Ce rapport annuel, édité depuis 1995, évalue la liberté économique telle que la conçoit The Heritage Foundation, le think-tank ultra-libéral basé à Washington qui publie ce classement à travers le monde.

Le Communiqué de presse publié dans le journal américain Wall Street Journal « envoyé à la cellule MCA dit ceci : « But six of the world's 10 biggest score improvements (São Tomé and Príncipe, Democratic Republic of

Congo, Togo, Sénégal, Burundi and Zimbabwe) occurred there last year, and the region continues to move in the right direction. Si le TOGO est arrivé à ce niveau c'est grâce aux réformes audacieuses entreprises par le gouvernement notamment la construction du 3^{ème} quai, l'instauration du GUCE (Guichet Unique pour le Commerce Extérieur), l'avènement de l'OTR etc. A cela, il faut ajouter la volonté du Chef de l'Etat à faire de notre pays une destination privilégiée des investisseurs sinon un hub sous-régional.

L'édition 2015 de l'Index of Economic Freedom sur l'état de la liberté économique note peu de progrès dans ce domaine en Afrique. Cette année, le Maroc se glisse parmi les dix premiers pays africains, aux côtés de Maurice (1^{er} sur le continent), du Cap-Vert, du Rwanda et du Botswana, sempiternels leaders du classement régional.

Cet indice évalue les pays en fonction de leurs performances dans quatre domaines : l'Etat de droit, l'efficacité de la régulation, le poids du gouvernement (limited government) et l'ouverture des marchés. Chaque économie reçoit ensuite une note : « libre » (score de 80 ou plus), « plutôt libre » (70-79,9), « moyennement libre » (60-69,9), « plutôt peu libre » (50-59,9) ou « répressive » (moins de 50).

Dans cette nouvelle édition, l'ILE Maurice conserve le titre de pays le plus « libéral » du point de vue économique en Afrique, avec un score de 76,4 et décroche au passage le 10^e rang mondial, devant les Etats-Unis (12^e), le Royaume-Uni (13^e) et l'Allemagne (16^e). Les cités-Etats de Hong-Kong et de Singapour décrochent les deux premières places mondiales.

Aux côtés du Cap-Vert, du Rwanda, du Ghana, de l'Afrique du Sud et du Botswana, habitués à occuper les premiers rangs de ce classement en Afrique, le Maroc se glisse à la 8^e place, avec une note de 60,1 (+1,8 par rapport à 2014), son score le plus élevé depuis 2012 et l'une des meilleures performances du Royaume depuis 2001.

L'analyse que fait The Heritage Foundation de la situation économique dans la plupart des pays africains reste toutefois sombre. Avec un score moyen de 54,99, le continent africain fait bien moins que la moyenne mondiale de 60,4. Des quarante-neuf pays africains recensés dans cette nouvelle édition, sept seulement sont au-dessus de la moyenne.

« La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ne disposent pas d'économie 'libre', estiment les éditeurs de l'Index of Economic Freedom. Seul un pays de la région – Maurice – est considéré comme 'libre', les autres économies de la région sont quasi-administrées ou répressives. »

Pour autant, poursuit le document du think-tank américain, six des dix plus grandes progressions enregistrées en 2015 ont été le fait de pays africains (São Tomé-et-Príncipe, la RD Congo, le Togo, le Sénégal, le Burundi et le Zimbabwe) et la région continue à évoluer dans la bonne direction.

Comme cela a été souvent le cas avec les précédentes éditions de ce rapport, les conclusions de The Heritage Foundation ne manqueront pas de surprendre. Ainsi, dans cet indice de la liberté économique, la Gambie (22^e en Afrique) arrive devant les Seychelles (23^e), le Kenya (24^e) et l'Égypte (26^e). Autres curiosités : la Centrafrique - en crise politique et militaire depuis plusieurs années - et le Tchad ont le même score (45,9), tandis que des pays aux fortunes aussi diverses que la Guinée-Bissau (52 points), le Cameroun (51,9) et l'Éthiopie (51,5) ont des notes quasi-identiques.

Enfin, l'Algérie et l'Angola sont rangés au bas du classement, parmi les dix pays les moins libres du point de vue économique en Afrique, aux côtés de la Guinée équatoriale, de la RD Congo, du Congo-Brazzaville et de l'Érythrée.

Dernier pays africain dans ce classement, le Zimbabwe récolte la note de 37,6. Peut-être faut-il encore se réjouir du fait que Harare ait échappé au sort de la Corée du Nord, bon dernier au classement mondial, avec un score de... 1,3 (en hausse toutefois de 30 % sur un an !).

La Rédaction

La Rédaction

Présidentielle de 2015

UNIR en convention le 25 février pour désigner le candidat du parti

Comme nous l'annoncions dans l'une de nos précédentes parutions, entre congrès et convention, le parti UNIR a choisi organiser une convention pour désigner le candidat du parti à l'élection présidentielle prochaine. Annoncée pour le 14 février dernier, cette convention n'a pu se tenir. De sources proches du parti, sauf rebondissement, elle se tiendra finalement le 25 février prochain à Kara.

Annoncée au lendemain de la création du parti en 2012, le congrès qui de-



vait installer officiellement les instances dirigeantes du parti a été reporté sine die. Finalement, ce congrès n'aura pas lieu avant la présidentielle. Pour faire vite, la convention de Kara va permettre de choisir le candidat qui pourra dé-

fendre valablement les couleurs et le programme de société du parti. C'est donc après la présidentielle que le parti UNIR pourra organiser le congrès tant attendu.

En ce qui concerne la date de la convention, elle sera probablement la bonne parce que le temps presse déjà et il doit falloir choisir rapidement un candidat pour 2015 à l'heure où d'autres adversaires sont déjà connus.

La Rédaction

La Rédaction

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
 Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95
 E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
 c/s Casier N° 087. 13BP152
 LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
 (alias Ezi Akoma)
 Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION

Pamphile S. NUMENYA

REDACTION

EZI Akoma
 W. Maléki
 Achille
 A. Fic
 Hubertine Akouvi
 SénaLeLibrePenseur

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe
 Tirage : 3.000 Exemplaires
 Récupéré N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs :

appelez le 90-02-52-45

Retrouvez
votre journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

CENI : Démission inattendue des représentants de UNIR Y' a-t-il de soucis au sein du parti présidentiel ?

Le processus électoral en cours pour la présidentielle à venir est entré dans sa phase cruciale. Du 16 au 23 février, la révision des listes électorales sera bouclée dans la zone 3. Chaque formation politique appelle ses militants à aller s'inscrire massivement sur les listes électorales.

Au sein du parti présidentiel UNIR, tout bouge. Le mouvement des cadres est depuis ce week-end sur le terrain

dans la zone 3. Le chef du parti et chef de l'Etat était sur le terrain samedi à Agou et dimanche dans l'Akébou. C'est dans cette atmosphère de précampagne qu'on apprend que 4 des 5 membres du parti UNIR au sein de la CENI ont été poussés à la démission. Pour l'heure, le motif de leur départ n'est pas vraiment connu. On se contente d'expliquer qu'il y a eu manque-



sources ils ne se seraient pas concertés avec la direction du parti avant de proposer la date du 21 avril pour la présiden-

tielle. Dans la foulée, 3 remplaçants des membres démissionnaires ont prêté serment. Mais certains militants com-

mencent à se poser des questions. Y'a-t-il un autre mobile qui explique ces événements ?

Il y a apparemment des soucis car depuis sa création dans la douleur en 2012, le parti UNIR fonctionne avec des structures provisoires et le congrès promis aux militants n'a jamais eu lieu. Prions que la maladie de l'opposition togolaise (division) ne contamine le parti au pouvoir.

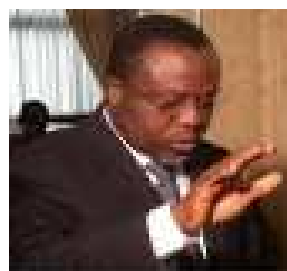
W. Maleki

Prestation de serment des nouveaux représentants à la CENI UNIR positionne ses hommes mis en veilleuse

Après la démission de 5 représentants du parti au pouvoir au sein de la Commission Electorale Nationale Indépendante, 5 nouveaux représentants du parti ont prêté serment samedi dernier devant la Cour Constitutionnelle. Désormais, c'est Payadowa Boukpepsi, Bloua Yao Agbo, Abla Bidamon,



Professeur Botoura et Yandja Yentchabré qui



sont les nouveaux représentants de UNIR à la



CENI en remplacement de Mokpokpo Dosseh, Bawoubadi Bakaï, Koffi Ayéfoumè Kéké, Bandifoh Ouro-Akondo et El Hadj Tairou Bagbiéguédu démis de leur poste pour « manquement grave ». La cérémonie de prestation de serment s'est déroulée en présence du Premier Ministre, Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, du Président de l'Assemblée Nationale, Dama Dramani, du président de la CENI, Issifou Taffa Tabiou, du ministre en charge de l'Administration territoriale, Gilbert Bawara et des responsables de certaines institutions de la République.

Ces trois entrants ont solennellement juré de « remplir fidèlement et en toute impartialité les fonctions de membre de la Commission Electorale Nationale Indépendante dans le respect de la Constitution et du

code électoral ».

Face à cette situation de remplacement d'une équipe qui n'est pratiquement pas encore arrivée dans l'histoire de la CENI, le président de la Cour Constitutionnelle a tenu à rappeler que la cour a appliqué les articles 12, 14 et 15 du code électoral. En effet, selon ces articles, les 17 membres de la CENI sont nommés par l'Assemblée Nationale. Mais en cas de vacance parlementaire, le remplacement des membres démissionnaires de la CENI, se fait « exceptionnellement » par la CENI elle-même sur « désignation » du parti politique ou l'organisation à laquelle appartient les démissionnaires. Comme l'Assemblée Nationale est en vacance depuis le 30 décembre 2014, c'est donc la CENI qui a remplacé les membres démissionnaires sur proposition de UNIR.

Dans cette situation, on

Participation de Jean-Pierre Fabre à la présidentielle de 2015 avec ou sans les réformes

L'inconstance d'un homme politique qui tourne ses militants en bourrique depuis des années

La politique au Togo est une science à géométrie variable. La position des acteurs varie en fonction de leurs intérêts du moment. Entre ce que disent certaines personnes et les actes qu'elles posent, c'est tout comme le jour et la nuit. CAP 2015 et son candidat Jean-Pierre Fabre ont battu les pavés pendant des mois pour exiger les réformes comme condition sine qua non à la tenue

du scrutin présidentiel. Au cours d'une émission télévision, Jean-Pierre Fabre a déclaré que « l'élection sans les réformes est un non sens ». A l'approche du scrutin, le langage change et la même personne soutient qu'elle se présentera aux élections dans n'importe quelle condition. Ce changement d'attitude pourra-t-il être compris des mili-

tants ? Sans le savoir, l'opposition est en train d'achever la démobilisation de son électorat fatigué par des décennies de promesses non tenues. A l'allure où vont les choses, le scrutin présidentiel risque de devenir une simple ballade de santé pour le candidat du parti UNIR car n'ayant aucun adversaire sérieux à affronter.

W. Maleki

Renforcement de la coopération entre Lomé et Bangkok

Robert Dussey était en visite sur le sol thaïlandais

Pour une première fois, un officiel togolais conduit par le Chef de la Diplomatie togolaise, Robert Dussey a foulé le sol thaïlandais depuis l'établissement des relations diplomatiques entre le Togo et le Royaume de Thaïlande en 1986. Du mercredi 11 au vendredi 13 février, la visite du ministre Dussey a été riche en activité. Au total, trois mémorandums ont bouclé cette mission économique. Il s'agit en effet du protocole d'entente sur la coopération entre le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Thaïlande et du protocole d'accord entre le Gouvernement du Royaume de Thaïlande et le Gouvernement de la République du Togo sur la coopération technique signés par le ministre Dussey et son homologue thaïlandais. L'autre accord a été signé par le vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo et son homologue



thaïlandais. La journée de vendredi a été marquée par la « journée économique » que Togo a organisée en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères de la Thaïlande et le Conseil thaïlandais de l'investissement. L'organisation de cette journée a été une occasion qui a permis aux togolais de présenter les opportunités d'investissement et le climat des affaires qu'offre le Togo aux opérateurs économiques notamment du secteur privé thaïlandais. L'autre activité importante de la délégation togolaise a été le tête-à-tête

avec le chef de la diplomatie togolaise a eu avec son homologue thaïlandais qui est en même temps le vice-premier ministre. Les deux autorités ont abordé plusieurs sujets dont la coopération bilatérale, économique et multilatérale. Un accent particulier a été mis sur la coopération technique et la sécurité maritime. Les deux parties ont noté avec satisfaction, que la Thaïlande et le Togo ont gardé de bonnes relations de coopération. Dans cette optique, Tanasak Patimapragorn a remercié le Togo pour son en-



gagement à soutenir la candidature de son pays en tant que membre non-permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la période 2017-2018. Il a également demandé le soutien du Togo à la candidature de la Thaïlande pour sa réélection à la Commission sur les stupéfiants pour la période 2016-2019. Pour sa part, le ministre Robert Dussey a remercié le gouvernement du Royaume de Thaïlande pour l'octroi de bourses à des officiers du Togo dans différents domaines en vertu du programme TICA.

Il faut ajouter que le chef de la diplomatie togolaise a au cours de son séjour thaïlandais visité plusieurs projets dont le « Thai Union Frozen Products Public Company Limited », premier producteur et exportateur thaïlandais de fruits de mer congelés et le « Charoen Pokphand Foods Public Company Limited », leader du conglomerat agro-industriel et agro-alimentaire de la Thaïlande pour la région Asie-Pacifique spécialisé dans la production d'aliments pour animaux, l'élevage et la transformation des aliments.

Jack NUKUNU

Pour une meilleure couverture médiatique de la présidentielle de 2015

La HAAC convie des professionnels des médias à un séminaire de formation ce matin à Tsévié

Les préparatifs pour la présidentielle de cette année se poursuivent à tous les niveaux. La CENI qui est la cheville ouvrière du processus électoral est depuis hier 16 février dans la zone 3 pour la boucle des opérations de révision des listes électorales prévue pour le 23 février prochain. Pendant ce temps, ça bouge dans les Etats-majors des partis politiques avec des sorties sur le terrain surtout pour les partis qui ont l'intention de positionner leur candidat. Mais pour que tout ceci

se passe dans de très bonnes conditions, la presse a un grand rôle à jouer avant, pendant et après l'élection. C'est donc dans le but d'aider la presse à mieux accompagner le processus électoral que la HAAC (Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la communication), l'institution de régulation des Médias au TOGO, a initié un séminaire de formation de deux jours (17 et 18 février) à Tsévié (environ 35 km de Lomé) à l'intention des professionnels des Médias.

L'objectif principal de ce



séminaire est de rappeler aux participants les principes sacro saints du métier du journalisme et ensuite les outiller pour mieux couvrir la campa-

gne électorale, le jour du scrutin, la proclamation des résultats et la période postélectorale afin d'éviter les dérapages pré judiciaires à la paix sociale. Il

faut rappeler que juste aux lendemains des législatives de 2013, la Radio légende Fm a été fermée et à l'époque les responsables de la HAAC reprochaient aux dirigeants de cette radio de manquer de sérieux et de professionnalisme dans le traitement de l'information liée au scrutin. Espérons qu'à l'issue de ce séminaire, les journalistes participants, sortiront aguerris pour mieux exercer leur métier dans le respect de l'éthique et de la déontologie.

Michel Yao TCHADJA

Entre réformes politiques et élection CAP 2015 avance vers la présidentielle contre le reste de l'opposition

Dans quelques semaines des togolais iront aux urnes pour choisir celui qui, pour les cinq prochaines années, présidera aux destinées de notre pays. Cette compétition majeure qui mobilise tous les Etats-majors des partis politiques fait parler d'elle depuis quelques mois surtout dans les rangs des partis de l'opposition.

En effet la cloche n'a pas le même son pour les partis qui aspirent à l'alternance en 2015. Au sein de l'opposition politique togolaise, la dissonance est donc criarde. Si pour certains, il n'y a pas de raison de participer à cette présidentielle sans les réformes, pour d'autres, le boycott ne fait plus partie de leur vocabulaire politique au vu

des expériences passées. D'autres encore pensent qu'il faudra tout faire pour empêcher cette présidentielle de se dérouler. Mais la question qui se pose c'est avec quel moyen comptent-ils le faire ? Dans ce mélémélo quelle est la position réelle du CAP 2015 ?

Le CAP 2015 a toujours revendiqué les réformes et même en faire une condition sine qua none de sa participation à la présidentielle de 2015. Cette position a volé en éclat ces derniers temps. On veut à tout prix participer aux élections prochaines quitte à avoir ses militants sur son dos. Au moment où la CENI



boucle la révision de la liste électorale par la troisième zone, le CAP 2015 peine à mobiliser ses militants de la région Maritime qui ne comprennent plus rien à la cacophonie au sein de ce regroupement qui a pour candidat « unique » Jean Pierre FABRE. Les premiers responsables du CAP sont déconnectés des réelles aspirations du peuple. Les militants sont désabusés de la duplicité de leurs responsables qui n'ont

plus de cohérence et affichent une inconstance politique qui déroutent plus d'un. Car comment peut-on comprendre qu'il y a un temps des hommes qui ont clamé haut et fort que sans réformes il n'y aura pas d'élection, que ces mêmes personnes non seulement cherchent par tous les moyens à participer à l'élection mais surtout renient leur parole. L'obsession des partis du CAP à participer à l'élection cache mal l'intention de leur champion à conserver sa casquette de leader de l'opposition au lendemain de la présidentielle. Car le véritable enjeu de cette élection est le nom de celui qui viendra en second après le candidat du parti au

pouvoir dans la perspective d'occupation du terrain jusqu'en 2020.

En politique dit-on « on peut tromper une partie du peuple une fois mais on ne peut pas tromper tout le peuple toutes les fois ». Les responsables du CAP 2015 qui font un saut dans l'incertain doivent, le moment venu, assumer seuls leur choix et ne pas affliger à l'ensemble du peuple des souffrances inutiles. Si le CAP aime ce pays c'est maintenant qu'il doit s'associer avec toutes les forces aussi bien de l'opposition que du pouvoir pour opérer les réformes voulues par le peuple et jeter ainsi les bases d'une élection apaisée.

SENA LE LIBRE PENSEUR

Prestation de serment de 3 nouveaux représentants à la CENI

UNIR positionne ses hommes mis en veilleuse

Suite de la p 3

remarque que les nouveaux représentants de UNIR au sein de l'institution chargée d'organiser et de superviser les élections sont des anciens routiers du parti RPT et aujourd'hui UNIR. Ils ont eu à occuper de grands postes avant de passer derrière le rideau. En effet, Payadowa Boukpepsi et Bloua Yao Agbo ont été des anciens ministres. Ably Bidamon aussi a été un ancien Directeur Général des douanes togolaises. A cause du manque de communication qui caractérise le pouvoir togolais, quand une autorité du parti au pouvoir démissionne de son poste ou ne figure plus dans un nouveau gouvernement, l'opinion conclut à la volée qu'elle est en tombée

en disgrâce. Mais aujourd'hui, l'expérience prouve que les anciens qui avaient servi peuvent encore servir le pays et le parti. Le jeu des postes de responsabilité à UNIR se présente comme une scène de théâtre où un acteur à la fin de son rôle passe derrière le rideau pour réapparaître plus tard. Dans cette optique, le parti fera appel aux besoins à ces acteurs aujourd'hui démissionnaires à la CENI dans d'autres circonstances.

Pour l'heure, UNIR fait jouer une nouvelle équipe pendant que d'autres joueurs essouffés regagnent le banc de touche.

Jack NUKUNU

Kara: Concours d'allemand de "l'AS PAL" Les lauréats du concours Schüler Forscht 2014 primés

Dix élèves, lauréats de la 5e édition du Concours Schüler forscht 2014 ont été récompensés le mercredi 11 février à Kara par la Commission Pédagogique de l'Association des Professeurs d'Allemand au Togo (AS PAL Togo) section régionale de Kara en présence des chefs d'établissement, du corps enseignant, des inspecteurs chargés de l'enseignement de l'Allemand ainsi que du directeur de l'Institut Goethe de Lomé.

Ce concours est organisé chaque année à l'intention des élèves de la classe de seconde A4 des établissements de la région de la Kara afin de les amener à s'intéresser à l'allemand. Il s'agit aussi pour les initiateurs de favoriser des échanges entre les professeurs d'allemand dans le but de leur permettre d'améliorer les pratiques pédagogiques.

Les prix sont composés des dictionnaires allemand-français, des livres de



lecture et exercice, des cahiers, de boîtes de craies, des stylos, de crayons, de sacs d'écolier, des T-shirt et casquettes à l'effigie de Goethe Institut ainsi que de paquets de rame.

L'inspecteur chargé de l'enseignement de l'allemand, initiateur du projet Schüler forscht, Gnongue Kodjo a affirmé que 13099 élèves de la région de la Kara apprennent l'allemand comme 2e langue vivante. Selon lui, pour éviter le découragement chez les apprenants, la commis-

sion pédagogique a mis sur pied des stratégies pour les motiver dans l'apprentissage de l'allemand.

Le directeur de l'Institut Goethe de Lomé, Attiogbe Edem a félicité les lauréats pour leur engouement et dynamisme en vue de la promotion de la langue allemande au Togo. Il les a invités à choisir l'allemand des leur entrée à l'Université.

L'édition 2015 du concours Schüler forscht aura lieu le 18 avril pour la première phase et le 25 avril pour la deuxième phase.



Alerte Virus Ebola

EBOLA : EVITONS TOUS LA PROPAGATION DU VIRUS!

Le virus Ebola, maladie virale hautement contagieuse et très mortelle, sévit depuis quelques mois dans la sous-région ouest africaine. L'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, vient de décréter l'épidémie comme une « **urgence de santé publique de portée mondiale** ».

Cela indique donc qu'une mobilisation générale doit être engagée par tous pour éviter la propagation du virus.

Signalons au Centre de Santé le plus proche, aux numéros d'urgences habituels et au **numéro vert 111**, tout cas suspect présentant l'un des signes cliniques accompagnant une forte fièvre suivants :

- diarrhée sanglante
- selles noires
- saignement du nez, de la peau, des gencives ou à tout autre endroit du corps
- sang dans les urines
- crachats contenant des traces de sang
- sang dans les vomissements.

Evitons la contagion de la maladie en observant le respect scrupuleux des règles élémentaires de prévention suivantes :

- éviter tout contact direct avec les personnes malades ou mortes de la maladie
- éviter de manipuler du sang, des sécrétions, des organes ou des liquides biologiques d'animaux ou de personnes infectés,
- ne pas manipuler les gibiers tels que les agoutis, les rats, les souris, les porcs épics, les lièvres, les antilopes, les chauves-souris, les chimpanzés, les gorilles (vivants ou morts).

Evitons tous la propagation du virus d'Ebola !

CECI EST UN MESSAGE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE.

Siège : Maison de la presse, Tokoin Trésor
Tél : (00228) 90 11 05 06 / 90 15 87 53 / 22 35 77 66

BP : 81213-Lomé-Togo
Email : conapptogo@yahoo.fr

Projet de développement rural de la plaine de Djagblé 340 hectares à transformer en rizière à partir de Novembre 2016

Le Premier Ministre, Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunua a lancé officiellement le projet de développement rural de la plaine de Djagblé le 13 février dernier en présence de plusieurs membres du gouvernement et des localités bénéficiaires. Située à 25 Km au Nord-Est de Lomé, Djagblé possède une vaste plaine qui sera exploitée à partir de novembre 2016 dans l'intérêt de la population togolaise.

Financé par l'Etat togolais, la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA) et la Banque Islamique de Développement (BID), ce projet de 9,6 milliards



est piloté par le ministère de l'Équipement rural, consiste à créer un périmètre irrigué de 340 hectares pour la culture du riz et des ouvrages connexes au profit de 17.000 personnes dans 8 villages environnants. Il s'inscrit dans le cadre des orientations prises par le Togo en faveur des cultures vivrières et prend donc en compte plusieurs domaines tels que la santé, l'éducation,

l'eau et l'environnement.

« Le projet consistera à désenclaver les villages environnants à travers l'aménagement des pistes rurales, la mise en place des mini-adductions d'eau, la construction d'un centre de santé et la réhabilitation d'un autre en état de détérioration », indique M. K o n a w o Tchawalassou, Directeur de ce projet. Il consistera aussi à lutter contre l'insalubrité de la zone, accompagner les producteurs sur tout l'itinéraire des productions à travers les crédits de campagne et les activités génératrices de revenus.

La Rédaction

Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria face au Boko Haram Paris entend aider indirectement les pays en proie aux jihadistes

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a déclaré, dimanche matin, qu'il se rendrait « dans les tous prochains jours, à la fois au Tchad, au Cameroun et au Niger ». La région, victime du groupe islamiste Boko Haram, doit être « aidée » dans ses initiatives, quoique la France n'ait pas vocation à « s'investir directement dans ce conflit ».

Le Nigeria a, par ailleurs, subi, dimanche, une attaque kamikaze dans la ville de Damaturu, au Nord-Est, faisant 7 morts et 32 blessés. Bien qu'aucune revendication n'ait été proclamée, cette région a déjà vécu de nombreux attentats similaires, eux-mêmes revendiqués par Boko Haram. C'est pourquoi, le Nigeria, avec ses voisins, le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Bénin, également victimes des exactions commises par les jihadistes depuis près de six ans, ont conclu un accord, début février, pour la mobilisation de 8 700 hommes prêts à lutter contre le groupe terroriste. Cette décision doit être validée par l'Union africaine, et par le Conseil de sécurité des Nations unies, où ce projet de résolution sera soutenu par la France.



Cependant, si Paris n'a vocation qu'à appuyer les pays africains dans ce combat, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, précisait, en décembre, lors d'un forum sur la sécurité à Dakar, qu'il pourrait « contribuer à la coordination d'une force militaire régionale en Afrique de l'Ouest » : « Les quatre pays frontaliers [du Nigeria] ont fait valoir

leur intention de mobiliser des unités militaires pour combattre Boko Haram. S'ils ont besoin de soutien organisationnel, d'ingénierie, de commandement et d'interopérabilité, c'est ce que la France leur propose. » Mais, encore une fois, le ministre excluait toute intervention directe dans ce conflit, indiquant que la France avait déjà déployé 5 000 hommes au Mali et en République centrafricaine.

Africetime

Préparatifs pour la présidentielle prochaine L'Opération de révision des listes électorales dans la zone 3 a démarré hier



Amorcées le 03 février dernier, les opérations de révision des listes électorales se sont achevées le lundi 09 février dans la zone 2. Selon la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le processus s'est bien déroulé dans cette zone qui prend en compte les préfectures de Kpélé, Danyi, Wawa, Akébou, Amou, Ogou, Anié, Est-Mono, Blitta, Sotouboua et Tchamba. En ce qui concerne les rumeurs selon lesquelles des Ghanéens auraient été enrégistrés en échange d'une enveloppe de 5000 FCFA, l'un des responsables de la CENI a apporté un démenti. « Les procès-verbaux reçus par la CENI et signés à chaque fin de journée par les représentants des partis politiques dans les centres de recensement n'ont rien révélé de pareil », a martelé M. Boutchou Sibabi, responsable des opérations information et informatique à la CENI.

L'opération de révision des listes électorales a démarré hier dans la zone 3 et prendra fin le 23 février. Cette zone regroupe les préfectures d'Assoli, Tchaoudjo, Dankpen, Bassar, Binah, Kozah, Doufelgou, Kéran, Oti, Tandjoaré, Tone, Cinkassé et Kpendjal. La population en âge de voter dans ces préfectures est alors priée de sortir soit vérifier leur nom sur la liste électorale ou s'y inscrire pour une première fois.

D'ores et déjà certaines voix de l'opposition s'élèvent pour demander à la CENI de relancer l'opération dans la zone 1 (Grand Lomé, les préfectures de la région maritime, Agou et Kloto) pour permettre à des personnes qui ne s'étaient pas enrôlées de le faire. Pour l'heure, la CENI ne s'est pas encore prononcée sur cette option. La fin du processus dans la zone 3 situera davantage l'opinion. L'élection pourrait se tenir à mi-avril 2015.

Jack NUKUNU

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo
www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

**Pour tout renseignement,
information ou conseil**

**contacter le centre d'appel
au N° VERT**



8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg